

qu*est-ce qu*on attend?

Le capitalisme n'a plus la côte. Le terme même de « capitalisme » que les néolibéraux pensaient enterré avec la chute de l'empire communiste a refait surface. Alors que l'anticapitalisme suscitait encore il y a peu, des moqueries, il redevient à la mode. La raison ? Une crise financière qui invariablement vient toucher de plein fouet les travailleurs ; des banques qui renflouées par l'argent de ces mêmes travailleurs, continuent comme si de rien n'était de se gaver ; des entreprises qui toute honte bue et tout bénéfice empoché décident de se séparer de leur employés non sans les avoir pressé et berné auparavant.

La lutte des classes est plus que jamais d'actualité... mais ce sont les patrons et les bourgeois qui la mènent. Cette classe qui quotidiennement vient narguer les couches les plus faibles de notre société, cette classe, qui tout en desserrant la ceinture d'un cran, nous somme de serrer la notre : « *Vous comprenez, c'est la crise* ». Ce que l'on comprend c'est plus que jamais l'hypocrisie de la classe dominante qui les mains pleines, verse une larmichette : « *les temps sont durs pour tout le monde* ».

Les gouvernants, sentant un vent mauvais leur chatouiller les narines s'empressent de rassurer les masses : » il faut moraliser le capitalisme » entend-on ici ou là. Les « experts » économistes dont la mission est le conditionnement quotidien des masses tournent jaquette et viennent jusqu'à contredire ce qu'ils défendaient la veille. 80 000 demandeurs d'emploi en plus pour le mois de février viennent de s'ajouter aux 90 000 du mois de janvier. L'État aura fort à faire pour trouver mille et unes supercheries afin de radier bon nombre de ces nouvelles recrues du Pôle Emploi.

Face à cela ? Un gouvernement qui part à la chasse d'une « *ultra gauche* » que l'on s'empresse de criminaliser. Il est certes plus facile pour ce gouvernement de s'attaquer et de criminaliser une nébuleuse aux contours flous qu'aux raisons d'une légitime colère.



La ministre de la matraque, suite aux échauffourées de Strasbourg vient de trouver une parade à la crise : interdire les cagoules lors des manifestations. Nos gouvernants, qui auraient certainement interdit le port du bonnet phrygien en 1789 pour lutter contre les casseurs républicains, doivent certainement gamberger dur pour trouver un moyen de criminaliser les séquestrations de patrons qui deviennent un véritable sport national. La clique à Sarkozy, toujours bien inspirée lorsqu'il s'agit d'emprisonner et de réprimer, cherche une façon d'endiguer le mécontentement sans s'attaquer aux causes. On en attendait pas moins d'un gouvernement d'extrême droite me direz-vous. De fait, les luttes sont vouées à devenir de plus en plus dures et ils le savent. Ils préparent le terrain, construisent des prisons, peaufinent <u>leurs</u> lois... seules réponses gouvernementale à notre exaspération...

Notre détermination et notre solidarité doivent être à la mesure de notre colère et de leur répression.

faskourien er-maez!



Nevez zo, en em stalie e Breizh ur strollad gall eus an tu dehou pellañ, « *Jeune Bretagne* » e Anv. Ar strollad-mañ, ar *bloc identitaire* e gwirionez, a zo rennet e breizh gant ur paotr bet liammet gant an MNR. Poant en deus bet a-viskoaz seurt breinadur evit ober tra-mañ-tra e Breizh. N'eo ket un abeg evit lezel seurt faskourien en em staliañ b'ar vro. Dreist-holl pa zivizont digeriñ un ti, bet graet ganto « Ti identelezh Breizh ». Prenet zo bet an ti hervezo dija. E Bro Dreger e vo. Deomp da sevel buan enep seurt kilstourm. Na lezomp ket ar varvenn faskour saotrañ personelezh ar vretoned. An holl a gevred evit skarzhañ prim anezho en ur ganañ :

« Faskourien vrein er-maez !!! »

et pendant ce temps la...

Challenge (le magazine) nous apprend que la Bretagne héberge 25 des plus grandes fortunes de fRance, dont Pinault qui passe de la première à la 7eme plus grosse fortune (7,3 milliard d'euros) après avoir, il est vrai, cédé une partie de sa fortune à son fils François Henri.

Ce sont donc près de 17 milliards € que se partagent nos 25 heureux patrons, soit environ 4050 € par breton. C'est la crise!

fuck off!

Dominique Schnapper, sociologue, mais surtout membre du conseil constitutionnel a déclaré sur France Culture qu'« *il serait plus utile pour les Bretons d'apprendre l'anglais que le breton* ». Pendant ce temps là, la Bolivie vient de reconnaître officiellement dans sa constitution 36 langues indigènes (dont sûrement 35 inutiles pour Dominique Schnapper).

Se zo kaoz e respontomp dit Domnig gaezh « **Fuck Off** » e Saozneg flour. C'était utile de le préciser...

n*oublions pas!

Concert CBIL le 18 avril à Arzano (salle des fêtes) avec les groupes J'aurais voulu, Varlin, Skuds and Panic People, Mauvaises graines. (21:00)

Projection de film (18:00), tables de presse... Entrée 8€

Evit gouzout hiroc'h, lavar ho soñj, trouzañ ac'hanomp pe kas meuleudioù deomp...

Pour tout contact, renseignement, avis, ou coup de gueule...

CBIL@no-log.org



la chronique du courrou d*neteie

Rétrospective, non exhaustive, des rassemblements, actions auxquelles nous avons participé ou apporté notre soutien...

Sans-papiers

22/01: occupation d'une agence d'Air France à Rennes pour dénoncer la politique de la compagnie en matière d'expulsions.

29/01: un jeune menacé d'expulsion, Abdel, est régularisé à Morlaix. Il a été soutenu par ses camarades de lycée.

04/03: rassemblement à l'initiative du Réseau Education Sans Frontières (RESF) à Saint-Brieuc.

09/03: rassemblement d'une centaine de lycéen-n-es et étudiant-e-s pour soutenir Amadou, camarade menacé d'expulsion à Rennes.

11/03: occupation d'une maison de quartier (Carrefour 18) à Rennes par le collectif de soutien aux sans-papiers, pour pallier au désengagement de l'État dans l'hébergement des demandeurs d'asile. Cette action fait suite à un mouvement d'occupation de lieux publics.

25/03: manifestation devant la Préfecture de Rennes pour soutenir les occupations en faveur des demandeurs d'asile et pour le droit au logement en général.

28/03: manifestation à Rennes à l'initiative de RESF en faveur de la régularisation des sans-papiers: 500 personnes se mobilisent.

A noter:

un collectif de soutien aux sans-papiers a vu le jour depuis quelques temps déjà à Lamballe : c'est le collectif de soutien aux sans-papiers du Penthièvre. Contact: herve.collectifsanspapiers@laposte.net

Jeudi 9 avril à Saint-Brieuc, une poignée de fascistes éhontés, suppôts de l'État policier, sont venus intimider un rassemblement de soutien aux sans-papiers, aux cris de « xénophiles en prison ». Ces méthodes, déjà remarquées en France à l'instar des Identitaires, ne doit pas s'installer impunément ici, assurons la riposte!

Répression

12/02 : 200 personnes viennent soutenir les 6 mis en examen pour peinturlurage de symbole des Pays de la Loire à Nantes.

05/03 : les 6 militants de la réunification à Nantes écopent de 2 mois de prison avec sursis, 100 heures de TIG et 30 000 euros d'amende

10/03: procès d'un salarié de la métallurgie à Saint-Nazaire pour **offense au président de la République** lors de la manifestation du 29 janvier, et de trois autres personnes poursuivis pour des violences. Si la justice n'a pas retenu l'offense, elle a néanmoins condamné les 4 prévenus pour attroupement illicite et violences.

12/03 : 6 manifestants carhaisiens qui soutenaient la maternité de l'hôpital de Carhaix sont relaxés alors qu'ils étaient poursuivis pour des violences « sur personnes dépositaires de l'autorité publique ».

16/03 : 23 personnes sont « **entendues** » **par les gendarmes et la police judiciaire** dans le cadre de convocations de manifestants soutenant l'hôpital de Carhaix, pour des infractions commises lors de manifestations.

11/04 : manif à Guingamp organisé par le collectif Fantomas contre la criminalisation des mouvements sociaux et les lois anti-terroristes, suivi d'une soirée théâtre à PK² (anciennement Pen Kalet) à Gurunuhel en soutien au GANVA (militant-e-s non-violents anti-nucléaire).

A venir:

25/04: manifestation régionale contre toutes les répressions à Nantes. 28/04: procès de 2 militants opposés au projet d'aéroport de Notre Dame des Landes (44) à Saint-Nazaire.

16/05 : à Tremargad, la fête pas catholique Apostazik réunira le temps d'une journée et d'une soirée tout un programme de débaptisation et de kermesse anti-cléricale, avec en clôture des groupes et des DJ's , dont les mécréant-e-s de The Wanted et Trouz an noz.



Agriculture:

Gab

Le groupement des agriculteurs bios des Côtes d'Armor traverse une période difficile dans sa trésorerie, suite à des transferts de financements entre différentes institutions et cela remet même en question sa pérennité. Alors que le Grenelle de l'Environnement annonce des chiffres éloquents pour l'agriculture biologique, cherchez l'erreur! Le Gab d'Armor qui représente, soutient et conseille ses adhérents (une centaine), travaille également au quotidien pour le développement de la bio notamment en aidant à l'installation (appui technique, formations...). Aujourd'hui ce sont ses adhérents, qui, pour sauver leur syndicat doivent mettre la main à la poche. Les agriculteurs bios, qui bien souvent ne bénéficient pas ou de peu d'aides, qui paient leur certification pour une agriculture de qualité doivent encore sortir de l'argent pour militer pour l'agriculture bio, contrairement aux engagements de l'État!

Pays Basque

La chambre d'agriculture alternative du Pays Basque , **Euskal Herriko Laborantza Ganbara**, sort légitimée du procès qui lui avait été intentée par le Préfet des Pyrénées Atlantiques. EHLG, mise en place en 2005 pour représenter la tendance majoritaire des paysans du Pays Basque (Confédération paysanne) et les spécificités le l'agriculture locale, était poursuivi pour avoir concurrencé et marché sur les plates-bandes de l'établissement public qu'est la Chambre d'agriculture officielle du département. Aujourd'hui ce sont les chambres d'agriculture et la FNSEA qui demandent la fermeture du site satirique la Ferme en Vrille, parodie de la Ferme en Ville. Une assignation au tribunal de Bayonne a lieu le 29 avril.

La Coordination Bretagne Indépendante et Libertaire, la CBIL, rassemble actuellement plusieurs groupes en Bretagne : Huch! À Rennes, Treger Disuj dans le Trégor, Kailh Du à Lorient, Strollad Lochu à Brest ainsi que des individus... Cette coordination est née de la volonté d'associer les luttes libertaires aux luttes d'émancipation culturelles et politiques en Bretagne. La Coordination entend œuvrer pour une société basée sur la démocratie directe, l'autogestion, la répartition équitable des richesses, le droit des peuples à disposer librement de leurs langues et cultures...

